

Jeanne d'Arc de l'économie !

Rarement, une économiste sera apparue autant en phase avec les attentes du tissu économique. Au point de se demander si Agnès Verdier-Molinié ne devrait pas se présenter aux prochaines présidentielles. Très courtisée par de nombreux candidats, de Bertrand à Péresse voire Zemmour, la Directrice de l'IFRAP martèle son discours pro-entreprises. Chiffré et bien calibré, cela fait mouche.

Dans votre dernier livre, vous faites une analyse chirurgicale et percutante de la situation économique de la France que vous jugez au bord de la faillite. L'État est-il dans le déni ou trompe-t-on les Français en leur disant « quoi qu'il en coûte » ?

Agnès Verdier-Molinié : J'ai écrit ce livre parce que la France ne peut plus tenir très longtemps. Il devient urgent de sonner l'alerte. La vérité, c'est que nous sommes à sec et que nous vivons à crédit. En 2020, la France a emprunté 380 milliards (l'État 313 milliards, les collectivités locales 17 milliards et la Sécurité sociale 52 milliards). Rendez-vous compte : notre dette c'est 1 milliard d'euros de plus par jour, 41 millions par heure, 700 000 euros par minute ! Et on peut d'ores et déjà dire que ce sera sensiblement identique en 2021 avec plus de 280 milliards empruntés par l'État sur les marchés. Ce quinquennat va nous laisser quelque 700 milliards de dette publique supplémentaires. Les Français doivent se rendre compte que ce « quoi qu'il en coûte » n'est pas de l'argent magique !

Les aides de l'État n'ont-elle pas permis à nombre d'entreprises de tenir, même si c'est sous perfusion ?

A.V.-M. : L'État français n'a rien fait de plus que l'État allemand, il a plutôt fait moins. 160 milliards de mesures d'urgence et de

relance en France contre 200 en Allemagne. Pour le plan de relance, les Allemands ont sorti le bazooka : 100 milliards pour recapitaliser les entreprises, 50 milliards d'euros pour moderniser leur industrie. Et les fonds sont majoritairement dépensés en 2020. La France quant à elle fait des moulinets de chiffres mais attend en réalité sa part du plan de relance européen tellement les caisses sont vides. Le scénario est toujours le même dans notre pays : on ne fait pas les réformes, on dépense sans compter, on garde des déficits abyssaux même en période de croissance, ce qui maintient des impôts très hauts. Et quand la crise arrive, on creuse le déficit et la dette à fond.

« C'est toujours le même scénario. On ne fait pas les réformes, on dépense avec des déficits abyssaux, et on maintient des impôts très hauts ! »

Plus inquiétant encore, vous posez la question de la souveraineté économique de la France, puisque 50% de notre dette serait détenue à l'étranger, notamment, en partie, par la Banque Centrale Chinoise. Vous avez pu le vérifier ?

A.V.-M. : En enquêtant un peu, on peut déjà arriver à comprendre combien la Banque Centrale Européenne (BCE) a racheté de dette française, mais tout cela n'est pas totalement transparent. Mais y'a pire en effet, on ne sait pas qui, à l'étranger, détient la dette française. Bercy interrogé nous répond qu'il y en a beaucoup en Asie, mais ne nous dit pas combien. C'est quand même bizarre. En plus, ce n'est pas vrai que la BCE rachète toute la dette émise chaque année par la France. La BCE a racheté 111 milliards en 2020 ou un peu plus, ce qui veut dire que sur 300 milliards (avec les 150 milliards de dette qui arrivent à échéance cette année), ce n'est même pas la moitié. Bref, le reste de la dette, ce sont des banques centrales étrangères qui la rachètent. On nous dit, ce n'est pas grave, car ce sont des banques cen-

trales. Moi je dis que si la Banque Centrale Chinoise détient 20, 100 ou 150 milliards de dette française, ce n'est quand même pas pareil ! Et si ce sont les Chinois qui rachètent massivement notre dette dans les années qui viennent, on aimerait le savoir !

Oui, mais certains économistes disent que ce n'est pas grave d'être endettés, parce qu'en face de la dette, il y a un actif. Que leur répondez-vous ?

A.V.-M. : Le problème, c'est qu'aujourd'hui, entre l'actif et le passif, ça s'annule, on est à zéro maintenant. Alors si la France ne peut pas rembourser demain, qu'est-ce qui va se passer ? La Banque Centrale Chinoise va venir récupérer des actifs en France ? On sait très bien que l'expansionnisme chinois, il ne se fait pas par la guerre, mais par l'économie. Or, ce sont ceux qui nous disent qu'il faut dépenser plus qui nous expliquent en même temps qu'il faut aller se jeter dans les bras des banques centrales étrangères. Je ne m'explique pas ce côté paradoxal et antinomique de ceux qui sont dans une logique du déni de la dette.

On ne cesse de parler d'harmonisation européenne, mais on voit bien les différences entre le nord et le sud de la zone euro face au risque de décrochage. Pourquoi le modèle économique allemand est-il notamment plus compétitif selon vous ?

A.V.-M. : D'abord, les Allemands, en sortie de crise de 2008, ont voulu rétablir leurs comptes publics. A juste titre, ils se sont dit, il y aura d'autres crises et pour les affronter, on ne doit pas être dans une situation de fragilité. En plus, ils voulaient montrer aux Français que c'était possible, parce que dans le couple franco-allemand on est dans une équipe où chacun doit apporter au mieux ses propres forces. Depuis la crise de 2008, l'Allemagne a tout fait pour se désendetter un peu chaque année. Nous depuis 2015, on fait exactement le contraire, on s'endette de plus en plus chaque année. Même en 2017, quand on était en croissance, on s'est encore endetté de 53 milliards. L'Allemagne comme les Pays-Bas, quand ils sont en croissance, ils décident au contraire qu'ils ne doivent pas faire de dette.

Vous expliquez aussi qu'en France, on taxe beaucoup trop les entreprises et que les charges salariales sont



elon la directrice de l'iFRAP, « Les Français doivent rendre compte que ce « quoi qu'il en coûte » - annoncé et promis par le Président Emmanuel Macron n'est pas de l'argent magique ! » Il faudra rembourser cette dette un jour et cela passera forcément par l'augmentation des impôts des entreprises et des particuliers, alors que notre pays est déjà le champion des prélèvements obligatoires. Pour le cercle de réflexion, la solution est ailleurs, notamment dans la réduction drastique des dépenses publiques.

« Le gouvernement devrait annoncer un calendrier »



tellement progressives, notamment sur les hauts salaires, que ça nous fait perdre des talents au profit d'autres pays européens.

A.V-M. : C'est cela. Sans parler d'un truc terrible : après 2008, alors que les Allemands ont baissé leurs dépenses et baissé leurs impôts, nous, en France, on a augmenté les dépenses et augmenté les impôts ! On nous dit : « *il ne faut pas faire l'erreur d'après 2008 en allant vers l'austérité* ». Mais il n'y a eu aucune austérité en France entre 2008 et 2013 ! En France, on a cru résoudre le sujet en faisant un matraquage fiscal massif. Résultat, on a cassé le poumon de l'économie française et ensuite en 2013, on s'est retrouvé avec une croissance atone, alors que l'Allemagne était en croissance, parce qu'elle avait baissé la dépense publique et les impôts des entreprises.

C'est pour cela que vous consacrez un chapitre de votre livre aux entreprises, qui sont le maillon essentiel de la reprise, notamment par la réindustrialisation ?

A.V-M. : Pour moi, c'est clair, la reconstruction économique de la France passe par les entreprises. On se demande d'ailleurs comment nos entrepreneurs sont encore là avec les cascades fiscales qu'on leur impose et si on ajoute toutes les conséquences désastreuses du confinement de 2020. Sans parler de la crise sanitaire, on a en France 100 milliards d'impôts en plus pour nos entreprises par rapport à la moyenne des pays de la zone euro et 130 milliards de plus que l'Allemagne. Nos entreprises payent un peu plus de 400 milliards d'impôts, quand ce sont seulement 300 milliards dans les autres pays européens.

Le gouvernement français s'est-il trompé de stratégie en décidant de tout fermer au moment du premier confinement et en mettant nos entreprises à l'arrêt ?

A.V-M. : Oui et c'est pour cela que j'ai dit, dès le premier confinement, en mars 2020, « *attention, il ne faut pas tout fermer* ». Il fallait doser beaucoup plus et ne pas opter pour le confinement total. Résultat, ça a continué de tourner à 100% en Allemagne et chez nous tout s'est retrouvé à l'arrêt ou à peine à 20%. Cette histoire d'activité « *essentielle* » ou « *non essentielle* » a été une catastrophe pour nos entreprises ! Je suis remontée au créneau en novembre avec mon livre sous le bras, en disant, « *attention, on n'a pas les moyens d'un second confinement* ». J'ai dit qu'il ne fallait pas fermer les commerces, et recommencer le sketch du « *essentiel ou non essentiel* », car c'est absolument délétère pour notre économie. Si on avait été moins intransigeants, on aurait pu trouver des solutions pour continuer à produire beaucoup plus, tout en préservant la sécurité sanitaire de nos concitoyens.

Dans les solutions que vous préconisez, vous dites qu'il faudrait baisser les dépenses de l'Etat et même taxer la dépense publique. Oui, mais comment faire des économies sur le budget de l'Etat ? Est-ce notamment en simplifiant le millefeuille administratif ?

A.V-M. : Oui, mais pas que. Il va falloir aussi revoir les missions entre l'Etat, les régions et les communes. On a bien vu pendant la pandémie et aujourd'hui encore, combien il est difficile de se coordonner entre toutes les agences, les ministères et toutes les organisations administratives de l'Etat qu'on paye avec nos deniers publics. Donc, il faut décentraliser ! Car la décentralisation peut nous permettre de réaliser de très nombreuses économies. Il faut que l'Etat lâche prise sur énormément de sujets. Moi, ça m'a frappé de voir des maires faire des arrêtés pour porter les masques sur la voie publique et les préfets qui cassaient les arrêtés. On est où là ? Il fallait dès février 2020 informer et responsabiliser. Une telle situation sanitaire nécessitait dès le départ de la pédagogie et de la responsabilisation. **Vous parlez aussi du Parlement, notamment de l'Assemblée nationale, qui ne peut pas et ne doit pas rester**

aveugle, même si le Sénat continue pour sa part à exercer un contre-pouvoir ?

A.V-M. : L'Assemblée nationale ne peut pas continuer à être aveugle. En réalité, on devrait plus écouter le Sénat qui a été fondamental tous ces derniers mois. Est-ce qu'on peut enfin comprendre qu'on se retrouve dans des situations insurrectionnelles dès que le parlement n'a plus aucun crédit ? Quand le gouvernement veut se faire voter les pleins pouvoirs en cas d'urgence sanitaire sans le contrôle du parlement, c'est ubuesque ! Le sénat est monté au créneau et grâce à eux on n'a pas eu ce texte. Il faut faire très attention à l'équilibre des pouvoirs dans notre pays pour ne pas voir les problèmes rejaillir dans la rue. Il y a un mépris de la part de l'exécutif vers le pouvoir législatif qui n'est pas sain. Quand le gouvernement va jusqu'à proposer de s'auto-évaluer, je trouve cela hallucinant ! Les bras m'en tombent !

Décentralisation, OK, mais on entend dire qu'il y a trop de strates territoriales : communes, agglomérations, départements, régions. C'est aussi votre avis ?

A.V-M. : Je donne le chiffre de 84 milliards d'euros par an de notre surcoût de dépenses publiques. C'est gigantesque ! C'est l'équivalent du déficit de l'Etat de 2019. Les gisements d'économie sont donc énormes. Et c'est pour cela que je dis qu'il est possible de s'en sortir.

Comment alléger les prélèvements sur le tissu économique et réduire les charges des entreprises ?

A.V-M. : Tout simplement, en baissant en face la dépense publique. Et là, je donne un calendrier hyper clair. Ce n'est pas immédiat. Je ne propose pas de baisser les dépenses de l'Etat tout de suite, mais je demande au Président et au gouvernement de donner le calendrier, « *en respon-*

CPME & iFRAP

25 propositions pour l'après-crise

La Fondation iFRAP et la Confédération des petites et moyennes entreprises proposent, pour anticiper l'après-crise sanitaire et empêcher des faillites en cascade, 25 mesures visant à préserver la trésorerie des entreprises et soutenir la relance. A consulter sur ifrap.org

air de baisse des dépenses publiques ! »

sabilité » comme ils disent. C'est eux qui ont décidé le « *quoi qu'il en coûte* », donc c'est eux qui doivent dire comment on en sort ! Sinon, on va partir dans le n'importe quoi dans le débat pour 2022. Le gouvernement doit assumer de donner un calendrier jusqu'en 2027-2030 sur comment il voit la reprise en main des comptes publics, l'assainissement de nos finances publiques et ne serait-ce que la stabilisation de la dette. Dire que c'est la croissance qui va nous permettre de faire baisser la dette, c'est n'importe quoi ! Car plus on a de la dette, plus on a une croissance potentielle qui est faible et donc, plus ça nous freine dans notre économie. Et plus on a de dette, plus on a des niveaux d'imposition hauts et moins on est capable de produire. Il y a vraiment une équation à trouver, certes sur la ligne de crête, mais ça peut passer, et c'est pour cela que je suis optimiste, si « *en responsabilité* » notre gouvernement nous dit comment il va s'y prendre. Ce que je leur propose, c'est déjà de s'engager sur un report de l'âge du départ à la retraite avec un calendrier précis qui pourrait démarrer en 2022-2023 et qui engagera la France.

N'est-il pas déjà trop tard ? Quel message attendez-vous du candidat qui aura votre soutien pour la présidentielle de 2022 ?

A.V.M. : Il n'est pas trop tard, mais c'est maintenant qu'il faut se réveiller pour faire de la pédagogie. C'est pour cela que j'ai pris mon bâton de pèlerin. J'aimerais surtout que dans le débat public s'installe l'idée qu'il faut reconstruire la France et que pour cela, il va falloir travailler plus et pas moins. Que cela va demander dans chaque entreprise qu'on puisse négocier des augmentations du temps de travail, sans avoir forcément en face des augmentations de rémunérations, parce que les temps vont être durs. Il va falloir sauver toutes les boîtes qu'on peut, tous les emplois qu'on peut. Ça demande aussi qu'on ait une vraie possibilité de négociation directe, comme en Allemagne, entre les salariés et les employeurs sur les modalités de redressement de l'entreprise qui permettent que chacun joue son rôle. Car c'est clairement à l'intérieur de nos entreprises que se joue notre avenir ! Les syndicats ne doivent plus être incontournables comme c'est le cas aujourd'hui, car ils bloquent les négociations, notamment les accords de performance collective.

Les Français sont-ils prêts à entendre qu'il va falloir repousser l'âge du

départ à la retraite, et travailler plus pour gagner moins, au risque de sanctionner les candidats qui le diront dans leurs programmes pour 2022 ?

A.V.M. : Je crois au contraire que les Français attendent qu'on leur dise la vérité. Pour l'instant, ils sont super angoissés. 78% des Français pensent que la France est en déclin et ils ont très peur de ce déclin. Ils le sentent, ils le voient. Je pense que si on leur parle vrai, ils sauront un peu plus où l'on va, surtout si on leur donne un cap et un calendrier des réformes à mener, plutôt que ces propositions folkloriques et ridicules que sont la semaine de 32 heures ou des 4 jours, ou le « *y'a qu'à taxer les riches* », « *y'a qu'à annuler la dette* », etc. Il faut clairement que les Français entendent une proposition qui les fasse sortir de la

« Pour la relance, les Allemands ont sorti le bazooka : 100 milliards pour recapitaliser les entreprises, 50 milliards pour moderniser les industries... »

crise par le haut et non par le bas. Ils sont prêts à entendre cela, bien-sûr ! La monopolisation du débat public par des gens qui sont pour toujours plus d'impôts, toujours plus de dette et de dépenses publiques s'explique parce que ce sont des personnes qui vivent entièrement sur nos deniers publics, ils sont payés par nos impôts. Il ne faut pas confondre leur discours avec celui d'une majorité de Français qui ont envie que leur pays soit mieux géré. S'il n'y avait pas eu cette crise majeure, le Président Macron - que les Français ont choisi en 2017 parce qu'il avait promis de changer la France - ne s'en serait pas trop mal sorti, mais ça n'aurait été ni pire ni meilleur. Là, il y a une crise majeure et force est de constater que le chef de l'Etat n'a pas préparé le pays à l'affronter par des réformes majeures. Les Français en sont conscients. Donc si on leur tient un discours de vérité, ils y adhéreront beaucoup plus que si on leur parle d'argent magique.

Quel message adresser aux chefs d'entreprises, TPE, PME et ETI qui nous lisent ?

A.V.M. : Il faut qu'ils sachent qu'une grande partie de notre avenir à tous repose sur eux, pour tenir pendant la crise et pour nous reconstruire et rebondir après. Contrairement à ce qui a été dit, ce n'est pas « *L'Etat, l'Etat, l'Etat* ». Sans les entreprises, y'a rien ! Il faut donc d'abord que les chefs d'entreprise sentent qu'on leur reconnaît ce rôle, leur dire leur importance dans l'intérêt général. L'Etat n'a pas le monopole de l'intérêt général, il faut arrêter avec cette vision-là. Il faut que les patrons n'hésitent pas à monter au créneau pour faire remonter les problèmes, pour que par exemple les PGE puissent durer au-delà de cinq ans, redire que les négociations doivent se faire en direct par des référendums avec leurs salariés à l'initiative des employeurs sans l'interférence des syndicats, pour sauver les emplois autant qu'ils peuvent. C'est pour cela que l'iFRAP vient de faire avec la CPME 25 propositions pour l'après-crise, comme exonérer les transmissions d'entreprises intervenant en 2021 et 2022 des droits de donation et frais de succession, déplaçonner et porter la déduction d'impôt sur le revenu (IR) à 50% de l'investissement direct dans le capital d'une TPE ou PME, tripler à l'horizon 2027 la baisse des impôts et taxes de production à 30 milliards d'euros, exonérer d'impôt sur les sociétés (IS) la fraction des résultats remontée aux fonds propres des PME. Nos entrepreneurs devraient exiger du parlement, chaque fois qu'il y a un vote sur une mesure qui les concerne, qu'il y ait une vraie étude d'impact sur l'économie et un chiffrage du poids de la charge administrative.

Un mot pour conclure ?

A.V.M. : Cette crise est gravissime, la situation est certes périlleuse, mais c'est l'occasion de prendre les bonnes décisions. On est à la croisée des chemins, beaucoup de Français le comprennent, c'est une occasion unique de rebondir dans la bonne direction. ■

Propos recueillis par
Valérie Loctin.

« *La France peut-elle tenir encore longtemps ?* ».

Éditions Albin Michel,
304 pages, 19,90 €.

